

TOUTES & TOUS EN GRÈVE DÈS LE 14 DÉCEMBRE

Depuis le samedi 1^{er} décembre, le mouvement des gilets jaunes a passé un cap et commence à faire sérieusement peur au gouvernement. Le 8 décembre, malgré la répression (1 800 interpellations, 1 200 gardes à vue et de nombreux/ses blessé-es), la mobilisation s'est confirmée et a convergé avec les marches pour le climat.

Ce mouvement dénonce la précarité et revendique aussi plus de justice sociale avec la remise en place de l'ISF, la hausse des plus bas salaires et des minima sociaux. Il pointe du doigt l'arrogance du gouvernement qui, depuis des mois, poursuit les destructions sociales déjà amorcées par les gouvernements précédents en accélérant le rythme des attaques et en méprisant ouvertement les salarié-es.

Dans l'éducation nationale, nous avons nous aussi à subir des décisions et des réformes qui accentuent la précarité : suppressions de postes, rétablissement du jour de carence, gel du point d'indice, baisse drastique du nombre de postes au concours, multiplication des contrats précaires,...

Dans l'éducation nationale, nous avons nous aussi à subir des décisions et des réformes qui illustrent le mépris du gouvernement pour les travailleurs et travailleuses que nous sommes : renforcement de la hiérarchie et d'une gestion managériale des personnels, mise en place d'évaluations sans aucune concertation, réformes des lycées généraux, technologiques et professionnels,...

Dans nos établissements, nous voyons aussi chaque jour un peu plus les conditions de vie des élèves et de leurs familles se dégrader. À Paris, 22 % des enfants vivent sous le seuil de précarité.

Cette politique antisociale dans l'éducation nationale, c'est aussi la mise en place de la

sélection à l'université avec Parcoursup ; c'est aussi l'augmentation des frais d'inscription pour les étudiant-es étranger-es ; c'est aussi la réforme annoncée de l'éducation prioritaire qui vise à exclure de nombreux établissements du dispositif.

Contre l'université du tri social, la mobilisation commence à prendre de l'ampleur : par exemple à Censier et à Tolbiac des assemblées générales ont voté la grève et le blocage de ces sites. D'autres AG s'organisent ces jours-ci.

Dans le même temps, partout en France, des centaines de lycées sont bloqués contre les réformes du lycée et en soutien au mouvement des gilets jaunes.

Sud éducation Paris apporte son soutien à ces blocages et est solidaire des étudiant.es et lycéen.nes en lutte. Face à la répression qu'ils et elles subissent (nous avons tou-tes en tête les images de ces lycéen-nes de Mantes agenouillé-es, les mains sur la tête), nous ne devons pas les laisser seul-es. À leurs côtés, faisons entendre nos revendications.

Le gouvernement a commencé à reculer sur les augmentations de taxes mais on ne peut pas se satisfaire de cet effet d'annonce : cela fait trop longtemps que nous subissons, il est temps, maintenant, de repartir à l'offensive après des années de défaite. Nos droits sociaux ont été conquis dans des moments de très forte mobilisation, ils ne sont jamais sortis de nulle part.

Nous appelons donc dès aujourd'hui l'ensemble des personnels de l'éducation nationale à entrer dans l'action aux côtés des lycéen-es et des étudiant-es et à construire un mouvement de grève générale reconductible. 50 ans après Mai 68, le camp des travailleurs et des travailleuses doit reprendre le chemin des conquêtes sociales.

**14 décembre : Manifestation à 12h30, République
AG de grève à la Bourse du travail à 10h, rue Charlot salle petit congrès**